



Le Secrétaire général
01 55 82 83 06
cabsge@cgt.fr

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République

Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

Montreuil, le 5 septembre 2022

Monsieur le Président de la République,

Nous avons bien reçu votre courrier nous invitant à participer, le 8 septembre, à une réunion pour la mise en place d'un Conseil National de la Refondation.

Vous poursuivez la démarche qui est la vôtre depuis 5 ans consistant à nous convoquer dans des délais extrêmement courts sans en détailler le périmètre, les participants conviés, les modalités et la forme, ni les attendus de cette réunion. Cela se fait sans contact préalable avec vos conseillers ou le secrétariat général de l'Élysée. Ce sont des pratiques qui indiquent clairement un manque de respect vis-à-vis des organisations syndicales.

Les initiales CNR, ont plus qu'une portée symbolique pour la CGT. Le Conseil National de la Résistance auquel des dirigeants de la CGT ont largement participé, a permis d'élaborer un programme, qui portait le nom « Les jours heureux », durant l'occupation nazie de la France et sa mise en œuvre dès la libération. Ce programme ne fut pas seulement une réponse au fascisme et à la collaboration du gouvernement de Vichy mais bien le symbole de la résistance. Il fut construit, effectivement dans un cadre d'unité nationale sur la base d'avancées sociales considérables dans la suite du front populaire telles, la sécurité sociale et la retraite, la création des comités d'entreprise et de leurs prérogatives, la nationalisation d'entreprises industrielles comme RENAULT ou de l'électricité et du gaz, de la Banque de France et de grandes compagnies d'assurances, le statut de la fonction publique pour n'en citer que quelques-unes. L'énoncé de ces mesures, et les lois qui en découlent, sont aux antipodes du programme que vous portez depuis 2017 et des lois que vous avez mis en œuvre. L'utilisation du sigle CNR ressemble à de l'usurpation sociale et historique, à de la communication dont nous ne pouvons être dupes.

.../...

Par ailleurs, nous refusons de siéger aux cotés de représentants d'extrême droite, de surcroit sous l'égide d'un CNR, car oui à la CGT, nous sommes toujours aussi déterminés à lutter partout contre les idées d'extrême droite, nous ne nous résoudrons jamais à désigner un peuple, une ethnie ou une religion comme responsable de tous les maux.

De plus, l'expérience de ces dernières années nous a montré que votre volonté d'écoute, maintes fois répétée, ne s'est jamais concrétisée. Les mots « concertation », « dialogue social » nécessitent la prise en compte de la diversité d'opinions et de propositions alternatives. Nous avons pu vérifier à maintes reprises que malgré l'opposition unanime du mouvement syndical à certaines réformes comme l'assurance chômage par exemple vous êtes passé outre. Cela a encore été le cas cet été lors de la loi sur le pouvoir d'achat où la question des salaires a été purement ignorée du texte malgré nos multiples propositions.

Nous le constatons également lors des multiples conflits sociaux portant sur des questions sociales ou d'avenir industriel où l'état et ses représentants refusent d'intervenir et laissent la main libre au pouvoir des grands groupes et de la finance.

Force est notamment de constater d'ailleurs que les politiques publiques, n'ont rien à envier aux stratégies du CAC 40 avec la casse des services publics, les suppressions massives de postes de fonctionnaires à l'image de l'hôpital public ou de l'éducation nationale, créant ainsi des déserts dans de nombreux territoires et un sentiment justifié d'abandon pour de nombreuses populations.

Le véritable antidote à la crise démocratique réside dans la capacité de votre gouvernement à prendre en compte les aspirations des citoyennes et des citoyens, à s'attaquer aux inégalités.

D'autres en ont fait l'expérience à l'occasion du grand débat et des cahiers de doléances ou encore lors de la convention citoyenne pour le climat.

Il existe par ailleurs des institutions, le CESE au niveau national, les CESER au niveau régional, qui ont toute légitimité, par leur composition, pour analyser et proposer des solutions alternatives à de nombreux problèmes. Rarement, les rapports proposés par la 3^{ème} chambre de la République, ont fait l'objet d'une prise en compte législative. Au contraire, la dernière réforme que vous avez initiée et mise en œuvre a considérablement modifié les prérogatives du CESE, faisant en sorte qu'il soit un outil au service du pouvoir exécutif, le privant encore plus de son autonomie d'actions et de prospectives.

Faut-il vous rappeler que la CGT a fait des propositions afin de mieux coordonner les travaux du CESE avec ceux du Sénat et de l'Assemblée nationale avec là encore, une surdité totale du gouvernement.

Enfin, vos récentes déclarations sur la fin de l'abondance ont particulièrement indigné des dizaines de millions de personnes. D'une part, celles qui vivent sous le seuil de pauvreté parce que privées d'emplois, précaires, retraitées ou salariées pauvres, se sont senties blessées d'être mis au niveau de quelques milliardaires. D'autre part, l'inaction des gouvernements successifs sur le dérèglement climatique comme la casse des services publics, des transports publics, la libéralisation du marché de l'énergie ou la poursuite des délocalisations industrielles, ne peut être imputée à la responsabilité de la population. Il n'est pas possible de toujours demander plus de sacrifices à celles et ceux qui subissent déjà au quotidien, les conséquences du dérèglement climatique.

Notre démocratie a certes besoin d'évoluer afin que l'avis des citoyens dans la cité comme dans les entreprises, soit mieux pris en compte. Mais des outils existent déjà pour la faire progresser. Il faut avant tout en avoir la volonté politique.

Pour toutes ces raisons, nous ne participerons pas à votre réunion, le 8 septembre à l'Élysée. Plus que des mots, des sermons à l'encontre des citoyens et citoyennes visant souvent à les culpabiliser, nous attendons des actes, qui répondent aux urgences sociales et environnementales, aux attentes du monde du travail et de la jeunesse, exprimées dans les mouvements sociaux, ou les marches pour le climat.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de mes respectueuses salutations.



Philippe MARTINEZ
Secrétaire général de la CGT